

La politique d'alliance de la Turquie : de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

Adrien SÉMON

Étudiant en Master Humanités, spécialité Moyen-Orient Méditerranée à l'École normale supérieure. Diplômé d'un Master d'histoire à Paris IV Sorbonne. Directeur des publications de Nemrod-ECDS.

Lorsque la Turquie intègre l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (Otan) en 1952, elle parachève la rupture, entamée en 1945 par la déclaration de guerre à l'Allemagne, avec la politique de neutralité et de stricte indépendance militaire mise en œuvre par Mustafa Kemal Atatürk, président de 1923 à 1938⁽¹⁾. Face à l'agressivité de Staline, manifestée par la dénonciation, en mars 1945, du traité d'amitié turco-soviétique de 1921 et des exigences telles que la révision de la convention de Montreux⁽²⁾, ou encore la rétrocession de Kars et Ardahan⁽³⁾, Ismet İnönü, président de la Turquie de 1938 à 1950, se tourne vers les Britanniques et les Américains. Le président américain Harry Truman, dans son discours du 12 mars 1947, inclut la Turquie dans le monde libre et fait du soutien à cette dernière une nécessité pour contenir l'expansion soviétique⁽⁴⁾. De fait, la Turquie se voit intégrée à l'espace politique et économique occidental, ce qui transparait par son appartenance dès 1948 à l'Organisation économique de la communauté européenne (OECE), destinée à répartir l'aide américaine du Plan Marshall, mais aussi par son adhésion au Conseil de l'Europe, six mois après sa création en 1949, ou encore par l'obtention du statut d'État associé à la Communauté européenne en 1963.

Cet ancrage atlantiste fut, certes, facilité par le contexte de guerre froide, mais il ne faut pas négliger la volonté affichée des élites politiques kémalistes d'adopter les formes politiques et les normes culturelles européennes⁽⁵⁾. Les années 1950 font

⁽¹⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, « L'État turc, son armée et l'Otan : ami, allié, non aligné ? », *Hérodote* n° 148, 2013, p. 52 (<https://www.cairn.info/revue-herodote-2013-1-page-47.htm>).

⁽²⁾ La convention de Montreux de 1936 détermine l'exercice de la libre circulation dans les détroits des Dardanelles et du Bosphore ainsi qu'en mer Noire (<https://basedoc.diplomatie.gouv.fr/>).

⁽³⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*

⁽⁴⁾ TRUMAN Harry, « Message au Congrès pour recommander une aide à la Grèce et à la Turquie », 12 mars 1947, (<https://mjp.univ-perp.fr/>).

⁽⁵⁾ SCHMID Dorothée, « La République : visions franco-turques. Interview avec Baskin Oran », *Note franco-turque* n° 6, Institut français des relations internationales (Ifri), mai 2011 (www.ifri.org/).

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

émerger la perception d'une Turquie très alignée sur la politique internationale américaine – la participation d'un total de 14 936 soldats turcs à la guerre de Corée en est un bon exemple ⁽⁶⁾. Dès lors, la Turquie occupe une position centrale dans l'architecture de défense occidentale, jouant un rôle semblable à celui tenu par l'Empire ottoman à partir de la guerre de Crimée (1853-1856) face aux visées expansionnistes de l'Empire des Tsars en direction des mers chaudes. Constituant le flanc oriental de l'Otan, à la croisée de l'Europe et de l'Asie, la Turquie est un maillon essentiel de la doctrine du *Containment* américain ⁽⁷⁾. À ce titre, Ankara signe le Pacte balkanique ⁽⁸⁾ de 1953 avec Athènes et Belgrade, et participe à la création du Pacte de Bagdad ⁽⁹⁾ en 1955 avec le Royaume-Uni, l'Irak, l'Iran et le Pakistan, assurant ainsi la continuité géographique et stratégique avec les pays de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (Otase), créée en 1954.

Au-delà de cette période, les relations turco-otaniennes ont connu plusieurs accroc ponctué par des coups d'État militaires éloignant le pays des standards politiques occidentaux ⁽¹⁰⁾, d'une part, et par la décision unilatérale d'envahir Chypre en 1974 ⁽¹¹⁾, d'autre part, laquelle a suscité l'embarras chez l'ensemble des partenaires occidentaux et a donné lieu à un embargo américain sur les armes à destination de la Turquie. En rétorsion, cette dernière interdit l'accès de ses bases aux États-Unis, à l'exception d'Incirlik, perturbant ainsi le flanc sud de l'Otan ⁽¹²⁾. Bien que constituant une crise sans précédent, cet épisode ne fut pas en mesure de compromettre la nature de la politique turque d'alliances militaires, l'existence de l'URSS ne permettant alors pas l'émergence d'un autre clivage structurant pour l'alignement stratégique turc. L'accès aux bases fut restauré en 1976 et l'embargo levé en 1978. L'accession au pouvoir, en 1983, d'un Premier ministre turc américanophile, en la personne de Turgut Özal, contribua à une embellie des relations entre les États-Unis et la Turquie ⁽¹³⁾, dans un contexte de déstabilisation du Moyen-Orient, entraîné par la révolution iranienne et l'invasion soviétique de l'Afghanistan en 1979.

Si la Turquie constitue encore à ce jour la deuxième force armée de l'Otan ⁽¹⁴⁾, la fin de la guerre froide a cependant modifié en profondeur la nature de l'alliance militaire

⁽⁶⁾ FANNING Anne Katherine, *Turkish Military in Korean War*, Université de Texas Tech, 1993, 125 pages, p. 18 (<https://ttu-ir.tdl.org/>).

⁽⁷⁾ Cette doctrine consistait à contenir l'expansion de la zone d'influence soviétique et à empêcher l'adoption du communisme dans les États susceptibles de le faire.

⁽⁸⁾ Il s'agit d'un traité de coopération militaire et d'assistance mutuelle visant à intégrer indirectement la Yougoslavie à l'architecture de défense otanienne.

⁽⁹⁾ Alliance militaire aussi connue sous le nom de Traité d'organisation du Moyen-Orient, puis renommée Organisation du traité central (CENTO) en 1958, à la suite de la révolution irakienne et du retrait de l'Irak du traité.

⁽¹⁰⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*, p. 55.

⁽¹¹⁾ DREVET Jean-François, « Chypre entre partition et réunification », *Politique étrangère* 2010-4, p. 767-781 (www.cairn.info/).

⁽¹²⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*

⁽¹³⁾ SCHMID Dorothee, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », *Politique étrangère*, vol. 2011/3, été 2011, p. 590 (<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2011-3-page-587.htm>).

⁽¹⁴⁾ L'armée turque compte 350 000 soldats auxquels il faut rajouter 170 000 gendarmes et 54 000 gardes de villages. Voir DU BREIL Louis (propos recueillis par), « Les capacités militaires turques. Entretien avec Tolga Bilener », *Conflits*, 7 décembre 2020 (www.revueconflits.com/). Par ailleurs, les dépenses militaires s'élevaient à 20,4 milliards de dollars en 2020, soit 2,7 % de son PIB. BANQUE MONDIALE, « Military expenditure (current USD): Turkey » (<https://donnees.banquemondiale.org/>).

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

turque avec ses partenaires occidentaux et, en particulier, européens. De même que la guerre, telle que décrite par Clausewitz, repose sur une trinité entre les éléments économique, militaire et politique ⁽¹⁵⁾, de même la qualité des alliances militaires s'exprime à travers ces trois piliers. Ce sont donc ces derniers qu'il nous faut analyser pour déchiffrer la politique d'alliance de la Turquie.

La Turquie et l'Occident à l'issue de la guerre froide

Avec la chute de l'URSS disparaît le principal lien politique entre les membres de l'Otan et ressurgissent les divergences d'intérêts nationaux entre eux, d'où émergent des clivages quant à l'orientation politique à donner à l'Alliance atlantique. La modification du paysage stratégique international devient favorable à la Turquie, qui se trouve au contact des deux zones de conflits majeures des années 1990 : l'Irak et les Balkans. De la sorte, la Turquie conserve sa centralité au sein de l'Otan, par la mise à disposition de bases et de matériel dans le cas de l'Irak, et par la participation active aux opérations de maintien de la paix dans les Balkans ⁽¹⁶⁾. Si la première guerre du Golfe (2 août 1990-28 février 1991) atteste de la réorientation des intérêts stratégiques américains en direction du Moyen-Orient, la guerre de Bosnie (1995) témoigne surtout de la transformation du rôle politique de l'Otan en « bras armé » de l'ONU ⁽¹⁷⁾.

Pour Turgut Özal, président de la République de Turquie de 1989 à 1993, l'affirmation politique de son pays suppose un alignement stratégique sur les États-Unis, d'une part, mais passe par un accroissement des liens économiques avec l'Union européenne (UE) et les pays du Moyen-Orient, d'autre part, pour faire de la Turquie le canal de pénétration du libéralisme occidental vers le Moyen-Orient ⁽¹⁸⁾. C'est à travers ce paradigme que la Turquie entre en union douanière avec l'UE en 1995 après avoir déposé sa candidature d'adhésion à cette dernière en 1987 ⁽¹⁹⁾.

Dans le cadre de la transformation de l'Otan, la Turquie cherche à être associée à la politique de sécurité européenne en favorisant une coopération étroite entre l'Otan et l'UE. Elle fait ainsi partie des alliés refusant la duplication des structures et des moyens militaires, ce qui aboutit aux accords de Berlin de 1996 prévoyant la possibilité pour l'Union de l'Europe occidentale (UEO) d'employer les moyens logistiques et de planification de l'Otan pour ses propres opérations militaires ⁽²⁰⁾.

⁽¹⁵⁾ CLAUSEWITZ (VON) Carl, *De la guerre*, 1832.

⁽¹⁶⁾ SCHMID Dorothée, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », *op. cit.*, p. 591. BOZDÉMİR Michel, « La Turquie face à la crise du Golfe », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée* n° 62, 1991, p. 111-115 (https://www.persee.fr/doc/remmm_0997-1327_1991_hos_62_1_1474).

⁽¹⁷⁾ ZORGBIBE Charles, « Pourquoi l'Otan ? », *Études* n° 398, 2003/4, p. 457-460 (www.cairn.info/).

⁽¹⁸⁾ KAYA Ugur, « Frontière et territorialité dans la perception du monde selon l'État turc », *Confluences Méditerranée* n° 101, 2017, p. 21-22.

⁽¹⁹⁾ L'économie turque est à cette période très volatile, cette faiblesse favorisant l'ancrage de la Turquie auprès de l'Occident – le pays connaît deux crises de la dette, en 1980 et 2000, surmontées par des plans d'aide du FMI. Voir sur ce point VÉREZ Jean-Claude, « La Turquie : une future puissance économique mondiale ? », *L'Europe en formation* n° 367, 2013, p. 93-107.

⁽²⁰⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*, p. 59.

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

Toutefois, les nombreux points d'achoppement entre l'UE et la Turquie, notamment à propos de la question chypriote, modifient cette dynamique à partir de la fin des années 1990. À l'occasion du lancement de la Politique européenne de sécurité et de défense (PESD) ⁽²¹⁾ en 1999, la Turquie conditionne l'accès de l'UE aux moyens de l'Otan au plein accord de l'ensemble des membres de l'Alliance. Dans les faits, ces accords dits de « Berlin plus », assurent à la Turquie la non-participation de Chypre, alors candidate à l'adhésion à l'UE, aux opérations militaires de l'Union ⁽²²⁾. L'Alliance devient ainsi le lieu d'expression de divergences politiques structurantes entre les pays européens et la Turquie.

De même, la Turquie utilise l'Otan pour accroître son rayonnement régional, notamment en mer Noire. Ayant développé l'Organisation de coopération économique de la mer Noire (OCEMN) en 1992, Ankara soutient par la suite les candidatures d'adhésion à l'Otan de certains des pays partenaires de cette organisation comme la Bulgarie et la Roumanie, entrées en 2004, ou l'Albanie entrée en 2009, qui ajoutent à l'intégration économique avec ces pays une coopération militaire poussée. Lorsque l'Otan proposa, en 2001, l'extension de l'opération maritime *Active Endeavour* à la mer Noire, la Turquie y préféra la création de son propre groupe de coopération naval nommé *BLACKSEAFOR* et rassemblant l'ensemble des États riverains de la mer Noire ⁽²³⁾. L'Otan devient dès lors pour la Turquie un outil d'inclusion ou d'exclusion de certains partenaires à la participation des affaires politiques et militaires européennes.

La politique du « zéro problème avec les voisins »

La décennie 2000 est le théâtre de la politique du « zéro problème avec les voisins » théorisée par Ahmet Davutoglu dans son ouvrage *Profondeur stratégique* ⁽²⁴⁾ et caractérisée par une volonté d'émancipation stratégique vis-à-vis des États-Unis. L'arrivée au pouvoir, en 2002, du Parti de la justice et du développement (*Adalet ve Kalkinma Partisi – AKP*) s'accompagne de la montée d'une nouvelle élite anatolienne conservatrice, favorable à l'islam politique, et d'un essor économique soutenu tout au long de la décennie ⁽²⁵⁾. Ces deux facteurs permettent à l'État turc d'envisager une politique étrangère plus autonome.

De la sorte, reprenant les orientations économiques de la politique étrangère de Turgut Özal, la doctrine d'Ahmet Davutoğlu en diffère néanmoins par la logique civilisationnelle sur laquelle elle adosse sa vision stratégique et sa rhétorique. Dans cette perspective, il s'agit moins d'intégrer la Turquie au monde occidental, que de l'en distinguer pour mieux la positionner à la tête du monde islamique. L'islam est ainsi

⁽²¹⁾ La PESD devient, avec la signature en 2008 du traité de Lisbonne, la Politique de Sécurité et de Défense commune.

⁽²²⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*, p. 60.

⁽²³⁾ INTERNATIONAL CRISIS GROUP, « Russia and Turkey in the Black Sea and the South Caucasus », *Europe Report*, n° 250, 25 juin 2018, p. 14 (www.crisisgroup.org/).

⁽²⁴⁾ Ahmet Davutoğlu fut conseiller de Recep Tayyip Erdoğan de 2003 à 2009 avant d'être ministre des Affaires étrangères de 2009 à 2014, puis Premier ministre de 2014 à 2016. *Profondeur Stratégique* est la traduction en français du titre de son ouvrage *Sıratejik derinlik: Türkiye'nin uluslararası konumu*. Küre Yayınları, 2001.

⁽²⁵⁾ VEREZ Jean-Claude, *op. cit.* p. 93-107.

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

perçu comme une ressource politique et culturelle qui, mobilisée, doit permettre à la Turquie de s'imposer sur la scène régionale ⁽²⁶⁾.

Cette politique permet un rapprochement avec la Syrie, culminant entre 2008 et 2010, la Turquie jouant à ce moment le rôle de médiateur dans les pourparlers syro-israéliens ⁽²⁷⁾. La même période voit l'apaisement des relations entre Ankara et Téhéran, Recep Tayyip Erdoğan s'y rendant même en mai 2010 pour éviter à l'Iran un nouveau train de sanctions américaines à propos du programme nucléaire ⁽²⁸⁾. Enfin, l'ensemble de la décennie 2000 est marquée par l'accroissement des échanges économiques turcs avec ses voisins musulmans, en particulier avec l'Arabie saoudite ⁽²⁹⁾. Ces bonnes relations avec le royaume saoudien ont donné lieu à l'établissement d'un dialogue stratégique avec le Conseil de coopération du Golfe (CCG), ainsi qu'à la signature de trois accords militaires entre Ankara et Riyad en 2010, 2011 et 2013 ⁽³⁰⁾. Là encore, les échanges économiques et les échanges militaires s'entrecroisent pour permettre le développement de la stratégie partenariale turque.

Le regain d'influence de la Turquie dans son environnement régional l'engage à prendre ses distances avec les positions politiques des États-Unis et de l'UE jugées néfastes pour les intérêts du pays ⁽³¹⁾. L'invasion de l'Irak par les États-Unis donne même lieu à une crise de confiance le 1^{er} mars 2003, le Parlement turc ayant refusé le stationnement et le transit des troupes américaines sur son territoire en direction de l'Irak. Véritable surprise pour les États-Unis, cette fronde est le résultat d'une divergence entre leur politique brutale de changement de régime et la politique turque de maintien du *statu quo* dans sa sphère régionale ⁽³²⁾. La crise est résolue le 7 octobre de la même année par un marchandage économique, à l'issue duquel la Turquie adhère à la coalition internationale et obtient un prêt de 8,5 Md \$ de la part des États-Unis ⁽³³⁾.

Cette prise de distance avec les positions occidentales intervient également en août 2008, au moment de l'invasion russe de la Géorgie. Alors que les chancelleries européennes sont unanimes à dénoncer la reconnaissance par la Russie des républiques d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, la Turquie ne s'exprime pas sur le sujet et tente de se poser en médiateur dans le conflit ⁽³⁴⁾. Notons que la dépendance énergétique envers

⁽²⁶⁾ OZKAN Behlül, « Turkey, Davutoglu and the Idea of Pan-Islamism », *Survival: Global Politics and Strategy* n° 56, 2014, p. 120-123. Voir aussi DENIZEAU Aurélien, *La doctrine stratégique et diplomatique de l'islam politique turc (2002-2016)*, Université Sorbonne Paris Cité, Thèse de Doctorat de l'Inalco, 2019, p. 50 (<https://tel.archives-ouvertes.fr/>).

⁽²⁷⁾ MARCOU Jean, « Les relations turco-syriennes : de l'idylle à la descente aux enfers », *Les Cahiers de l'Orient* n° 107, 2012, p. 95-103 (<https://www.cairn.info/revue-les-cahiers-de-l-orient-2012-3-page-93.htm>).

⁽²⁸⁾ « Le Premier ministre turc se rend à Téhéran pour négocier une sortie de crise », *France24*, 16 mai 2010 (www.france24.com/).

⁽²⁹⁾ JABBOUR Jana J., « After a Divorce, a Frosty Entente: Turkey's Rapprochement with the United Arab Emirates and Saudi Arabia », *Notes de l'Ifri*, 2022, 22 pages, p. 8 (www.ifri.org/).

⁽³⁰⁾ *Ibidem*. Voir aussi DAZI-HÉNI Fatiha, « La Turquie et le Conseil de coopération du Golfe : une relation d'avenir ? », in SCHMID Dorothée (dir.), *La Turquie au Moyen-Orient. Le retour d'une puissance régionale ?*, CNRS Éditions, 2011, p. 245-260.

⁽³¹⁾ SCHMID Dorothée, « La Turquie, alliée de toujours des États-Unis et nouveau challenger », *op. cit.*, p. 592-596.

⁽³²⁾ MONGRENIER Jean-Sylvestre, *op. cit.*, p. 61-63.

⁽³³⁾ COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA DÉFENSE ET DES FORCES ARMÉES, *Rapport à la suite d'une mission faite en Turquie*, Sénat, 22 octobre 2003 (<https://www.senat.fr/rap/r03-037/r03-0370.html>).

⁽³⁴⁾ MARCOU Jean, « Après le conflit en Géorgie et les reconnaissances russes, la politique étrangère turque traverse une passe délicate », *Hypothèses*, 30 août 2008 (<https://ovipot.hypotheses.org/618>).

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

Moscou favorisait une attitude plus conciliante à son endroit ⁽³⁵⁾. Dans le même esprit, la Turquie se sert également du projet de gazoduc *Nabucco* pour engager un rapport de force avec l'Europe, profitant de sa position géographique située sur les routes en provenance d'Asie centrale et d'Iran ⁽³⁶⁾.

Dans la construction et la mise en œuvre de sa politique extérieure, la Turquie donne la priorité à ses intérêts nationaux au cours de la décennie 2000. À ce titre les clivages politiques avec ses partenaires occidentaux acquièrent un caractère structurant dans la mesure où la politique moyen-orientale turque ne s'aligne plus sur la politique occidentale, mais fait l'objet d'un rapport de force dont l'intensité reflète l'émancipation stratégique de la Turquie.

L'affirmation politique et stratégique de la Turquie

Du fait des Printemps arabes de 2010 à 2012 ⁽³⁷⁾ et de l'appui prodigué par Ankara aux partis islamistes en Égypte, Tunisie, Libye et Syrie, les relations qu'entretenait la Turquie avec ses voisins arabes se sont détériorées. La dégradation du contexte sécuritaire régional s'accompagne, dès 2014, du soutien des États occidentaux aux Kurdes de Syrie et d'Irak, témoignant, partant, de l'isolement politique de la Turquie. La situation atteint son paroxysme avec la reprise des hostilités face au Parti des travailleurs du Kurdistan (*PKK*) en 2015 ⁽³⁸⁾ et le coup d'État militaire manqué de juillet 2016 imputé à la confrérie de Fethullah Gülen ⁽³⁹⁾. Cet épisode conduit à une crise sans précédent avec l'Occident, le président Erdoğan accusant les États-Unis d'avoir fomenté le coup d'État ⁽⁴⁰⁾.

Conséquemment à la présidentialisation de son régime politique, Ankara militarise sa diplomatie, développe son industrie de défense, dont le drone *Bayraktar TB2* est l'emblème, et se lance dans un activisme régional tous azimuts. Celui-ci se caractérise par de nombreuses provocations à l'encontre des pays occidentaux, d'une part, et par plusieurs opérations extérieures effectuées hors du cadre otanien, d'autre part, les unes comme les autres s'appuyant sur une diplomatie virulente et une politique du fait

⁽³⁵⁾ Ankara importa 23,55 milliards de m³ de gaz depuis la Russie sur les 32,3 consommés en 2008. Voir BP, *Statistical Review of World Energy*, 2009, p. 30 (<http://large.stanford.edu/courses/2014/ph241/christensen2/docs/bpreview.pdf>).

⁽³⁶⁾ TROULIS Markos, « The East Med Pipeline Project: Europe's Fourth Energy Artery », *Civitas Gentium* 7, 2019, p. 159.

⁽³⁷⁾ Les Printemps arabes sont des soulèvements politiques ayant eu cours entre 2010 et 2012 dans plusieurs pays arabes ayant abouti à la destitution de dictateurs (Tunisie, Égypte, Libye) ou à une répression dans le sang (Bahreïn, Syrie, Yémen), menant dans certains cas à la guerre civile (Syrie, Libye, Yémen). Pour plus de précisions, voir : KEPPEL Gilles, *Sortir du chaos. Les crises en Méditerranée et au Moyen-Orient*, Gallimard, 2018, 514 pages.

⁽³⁸⁾ ÇIÇEK Cuma, « La formation d'un espace sociopolitique kurde sous le pouvoir d'AKP en Turquie », *Anatoli* n° 8, 2017, p. 170-171 (<https://journals.openedition.org/anatoli/611>).

⁽³⁹⁾ En juin 2016, Erdoğan fait inscrire la confrérie Gülen sur la liste des organisations terroristes, alors qu'une purge contre les gülenistes au sein des institutions de l'État est en cours depuis septembre 2015. Voir INSEL Ahmet, « La Turquie, entre coup d'État et référendum », *Politique étrangère*, 2017/2, p. 105-116 (www.cairn.info/).

⁽⁴⁰⁾ EL-BAR Karim, « Détérioration des relations entre Washington et Ankara suite au coup d'État manqué en Turquie », *Middle East Eye*, 18 juillet 2016 (www.middleeasteye.net/).

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

accompli ⁽⁴¹⁾. La politique étrangère turque témoigne alors d'une volontaire ambiguïté stratégique envers l'engagement dans l'Otan.

Les provocations de la Turquie, ayant pour but de tester les limites du système international pour les faire évoluer à son avantage, s'appuient sur l'ambitieuse doctrine maritime de la « Patrie bleue » (*Mavi Vatan*). Celle-ci vise à accroître l'espace maritime turc pour le transformer en espace pivot entre Méditerranée et zone indopacifique, tout en octroyant à la Turquie un surplus de ressources stratégiques ⁽⁴²⁾. La présence répétée du navire de recherches sismiques *Oruç Reis* ou de frégates turques dans les eaux grecques ⁽⁴³⁾ constituent autant d'exemples de provocations attestant des limites du cadre otanien pour la Turquie.

Les opérations militaires menées en Syrie, en Irak, en Libye et au Haut-Karabagh ⁽⁴⁴⁾ constituent, quant à elles, des moyens d'émancipation de la tutelle militaire et diplomatique de l'Alliance atlantique. Pour ce faire, la Turquie a noué une alliance politique de circonstance avec la Russie, mue par la volonté commune de marginaliser les Occidentaux des théâtres d'opérations moyen-orientaux ⁽⁴⁵⁾. De fait, l'évolution des théâtres syriens, libyens et caucasiens paraît, à présent, largement structurée par la rivalité russo-turque.

Pour autant, la Turquie demeure une puissance régionale émergente en quête de reconnaissance ⁽⁴⁶⁾. La recherche de l'autonomie stratégique vise moins à quitter l'Otan, source de garanties de sécurité importantes, qu'à mieux affirmer sa place au sein de l'Alliance et à jouer un rôle d'intermédiaire entre l'Occident et le Moyen-Orient. De cette façon, Recep Tayyip Erdoğan a enregistré ces derniers temps plusieurs succès notables. En Syrie, au moment de l'offensive *Source de Paix* en octobre 2019, les troupes américaines se sont retirées sur la décision du président Trump, les États-Unis confiant alors la mission à la Turquie d'empêcher la reconstitution des capacités de l'organisation État islamique ⁽⁴⁷⁾. Lors du retrait des troupes occidentales d'Afghanistan en août 2021, la Turquie a été pressentie pour conserver le contrôle de l'aéroport de Kaboul, bien que le sujet soit encore en négociation avec les *Taliban* ⁽⁴⁸⁾. Enfin, depuis l'entrée des forces russes en territoire ukrainien, le président Erdoğan se

⁽⁴¹⁾ SÉMON Adrien, « La militarisation de la diplomatie turque depuis 2016 », *Cahier de la RDN* « Les enjeux de sécurité en Méditerranée orientale », juillet 2021, p. 70-75 (www.defnat.com/).

⁽⁴²⁾ DENIZEAU Aurélien, *Mavi Vatan, la « Patrie bleue ». Origines, influences et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie*, Études de l'Ifri, 2021, p. 13, 32 pages (www.ifri.org/).

⁽⁴³⁾ SÉMON Adrien, *op. cit.*, p. 73.

⁽⁴⁴⁾ La guerre civile syrienne dure depuis 2011. En Libye, le chaos politique résultant de la chute de Mouammar Kadhafi en 2011 a mené à la guerre civile entre 2014 et 2020, date d'un cessez-le-feu toujours en vigueur. Quant au Haut-Karabagh, le conflit s'inscrit dans la liste des litiges frontaliers dans le Caucase faisant irruption à la fin de l'URSS. Une première guerre avait eu lieu entre 1988 et 1994 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan à ce sujet, la deuxième se déroula entre septembre et novembre 2020. Pour les interventions militaires turques dans ces conflits, voir SÉMON Adrien, *op. cit.*, p. 71-72.

⁽⁴⁵⁾ BILLON Didier, « Russie-Turquie. Alliance impossible, rupture improbable », *Orient XXI*, 10 mars 2021 (<https://orientxxi.info/>).

⁽⁴⁶⁾ JABBOUR Jana J., « La Turquie : une puissance émergente qui n'a pas les moyens de ses ambitions », *Politique étrangère* 2020-4, p. 99-108 (<https://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2020-4-page-99.htm>).

⁽⁴⁷⁾ « L'Otan appelle la Turquie à la « retenue » dans son opération en Syrie », *Le Figaro*, 9 octobre 2019.

⁽⁴⁸⁾ AGENCE FRANCE PRESSE (AFP), « Pas encore d'accord des *Taliban* sur l'aéroport de Kaboul, selon Ankara », *L'Orient-Le Jour*, 28 décembre 2021 (www.lorientlejour.com/).

La politique d'alliance de la Turquie :
de l'alignement sur l'Occident à la recherche de l'autonomie stratégique

présente, à ce jour, comme le seul dirigeant de l'Otan capable d'assurer une médiation entre le président russe Vladimir Poutine et son homologue ukrainien Volodymyr Zelensky ⁽⁴⁹⁾.

*
**

Pour la Turquie, l'Otan apparaît aujourd'hui tactiquement fonctionnelle mais stratégiquement déficiente. Marchander habilement son engagement sans jamais franchir aucune ligne rouge demeure pour Ankara le meilleur moyen de résoudre cette contradiction et de permettre son affirmation politique à l'ombre du parapluie nucléaire américain. Même si la guerre en Ukraine a recentré l'Otan sur son cœur de métier, il n'en demeure pas moins que les rapports entre l'Otan et la Turquie ont changé de nature depuis qu'Ankara a converti ses liens avec l'Alliance en leviers d'action pour sa politique étrangère. Pour ces deux raisons – garantie de sécurité et levier d'action – l'Otan demeure essentielle à l'autonomie stratégique turque, au prix d'une ambiguïté stratégique calculée.

L'incertitude maintenue par les États-Unis quant aux finalités de l'Alliance atlantique offre par ailleurs à Ankara un cadre idéal d'exercice et de résolution politique de sa rivalité nouvelle avec les pays européens – notamment la Grèce et la France ⁽⁵⁰⁾. Marginaliser l'Europe pour mieux se rendre indispensable auprès de Washington, tel est le stratagème guidant la politique d'alliance turque depuis ces dernières années. ♦

⁽⁴⁹⁾ « Guerre en Ukraine : la Turquie, terre de négociations entre l'Ukraine et la Russie », *France Info*, 30 mars 2022 (www.francetvinfo.fr/).

⁽⁵⁰⁾ SÉMON Adrien, *op. cit.*, p. 73.